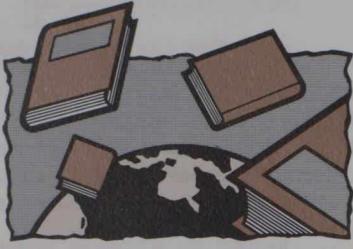


## LIVRES



### L'or et le sang : les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale

Georges-Henri Soutou

Éditions Fayard, Paris, 1989,  
963 pages, 69,95 \$

■ Le livre de Georges-Henri Soutou représente l'aboutissement d'un itinéraire intellectuel qui a commencé par une question simple : pourquoi le blocus allié de l'Allemagne a-t-il été maintenu jusqu'en 1919, soit un an après l'armistice ? Selon l'auteur, «tous les appétits et tous les projets économiques de la Première Guerre mondiale, ont marqué le conflit et que l'on retrouve, bien présents, dans le texte même du Traité de Versailles». Soutou s'oppose donc à l'historiographie traditionnelle qui évacue les buts de guerre économiques pour se préoccuper uniquement du point de vue politique et des ambitions territoriales de style classique.

Après une étude approfondie des politiques économiques nationales des États européens et des États-Unis, par exemple, Soutou en vient à la conclusion que la Première Grande Guerre a été la matrice du XX<sup>e</sup> siècle parce que «celle-ci marque une étape entre la longue et lente évolution passée et l'accélération de l'évolution scientifique et technique de notre société en laissant de côté les bouleversements dans la philosophie et dans les mœurs». L'auteur se propose d'analyser le premier conflit mondial sous tous les angles possibles.

Soutou démontre que l'affrontement économique a dominé la Grande Guerre mais, surtout, qu'il s'est prolongé dans l'après-guerre, alors qu'on assiste à la «mise au point de véritables buts de guerre

économiques». Pour les Alliés, c'est la victoire d'un libéralisme renouvelé. Pour les puissances centrales, l'objectif majeur deviendra la construction du *Mittleuropa*. Mais, au-delà des buts de guerre strictement économiques, *L'or et le sang* constitue aussi une histoire de la Grande Guerre du côté civil. En effet, tout comme Soutou refuse de réduire le conflit de 1914-1918 à un exercice militaire, il refuse une interprétation basée sur un petit nombre de responsables principaux. Il mesure l'influence et la responsabilité de plusieurs autres personnalités (ministres, dirigeants privés, groupes de pression, intellectuels) qui elles aussi élaborent des programmes et essaient de les faire passer. C'est ainsi que la Grande Guerre nous est effectivement présentée sous ses multiples aspects. Soutou rejette donc les notions de bloc homogène ou d'entités solidaires, et soutient la thèse d'une corrélation étroite entre les buts de guerre non économiques et les objectifs économiques des différents États concernés.

Sa méthode, celle de l'analyse multilatérale, aidera d'une part, le lecteur à comprendre clairement que chaque camp n'est pas un bloc et elle permettra, d'autre part, à l'auteur de cerner les points stratégiques où les projets des uns interfèrent avec les projets des autres, tant à l'intérieur de chaque camp qu'entre camps opposés. Soutou tente de montrer qu'en somme les enjeux économiques sont les mêmes dans les deux camps, bien que les prises de positions et les stratégies diffèrent. Il s'agit, en effet, de s'assurer le contrôle des matières premières et des sources d'énergie, à titre défensif pour le Reich, et offensif pour les Alliés. Ainsi, Soutou en vient à la conclusion que les objectifs économiques ont dominé la guerre et les négociations de paix, mais qu'ils restent toujours subordonnés à une vision politique des relations internationales.

Le conflit de 1914 porte aussi la marque d'une guerre idéologique, d'une lutte entre le libéralisme de l'Europe occidentale et le conservatisme de l'Europe centrale. Même si en Allemagne cette lutte s'était en

partie apaisée depuis Bismarck, elle est toujours présente au sein de la société allemande. En ce sens, un des thèmes majeurs de cette lutte devient le choix, pour l'après-guerre, entre «le maintien de l'ouverture sur le marché mondial libéral ou la fermeture autarcique d'une Europe centrale aristocratique et traditionaliste».

L'issue de la Grande Guerre peut être perçue, selon l'auteur, comme un changement de régime politique, qui consacre la victoire de la libre entreprise (politique américaine de la porte ouverte), ainsi que l'abandon des «méthodes allemandes d'expansion économique», à base étatique, au profit d'une concurrence commerciale ouverte. C'est là, selon Soutou, que réside le problème, et non pas dans un processus «d'impérialisme économique» mythique. Pour l'Allemagne, la priorité devient le retour au marché international et non pas, comme le prônaient les militaires, l'autarcie complète. L'Allemagne n'est donc plus au centre ni à l'Est, elle est à l'Ouest.

En plus de s'opposer à l'évacuation des buts de guerre économiques, Soutou rejette l'analyse traditionnelle des avantages et des instruments économiques fournis aux Alliés par le Traité de Versailles. Selon lui, en s'attachant uniquement au problème des réparations, et en négligeant les avantages économiques découlant du Traité, la majorité des historiens ont eu tort de conclure que les Alliés n'avaient pas atteint leurs objectifs économiques. En effet, pour Soutou, les Alliés ont réussi à réaliser, à Versailles, l'essentiel de leurs ambitions économiques. La qualité et l'étendue de la recherche de l'auteur rendent cette thèse tout à fait possible.

— Pierre Fournier

*Pierre Fournier est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.*

### Les mouvements de libération nationale

Alain Gandolfi

Presses universitaires de France,  
Collection *Que sais-je ?* N° 2478,  
Paris, 1989,  
125 pages, 8,25 \$

■ Alain Gandolfi propose, dans cette brève étude, un survol des mouvements de libération nationale (MLN selon le signe proposé par l'auteur) tout à fait adapté au lecteur qui recherche un ouvrage d'introduction concis sur le sujet. Malheureusement, comme c'est trop souvent le cas avec ce type d'ouvrage, le lecteur a l'impression de rester sur sa faim après avoir tourné la dernière page.

Qu'est-ce qu'un MLN ? C'est là une question à laquelle Alain Gandolfi, qui enseigne à l'Université d'Aix-Marseille III, se montre au départ réticent à répondre. Comme il le dit si bien, il faut «ratisser large pour rester plus près de la réalité». Par conséquent, son propos tente de «dresser un inventaire de ces mouvements en tentant de cerner progressivement la notion à partir de ses éléments constitutifs».

Il s'oppose ainsi à la conception restrictive répandu par le droit international qui accorde le statut de MLN seulement aux «organisations représentatives de peuples luttant pour leur indépendance contre une métropole dont ils sont ethniquement ou culturellement différents et séparés par la mer». Mais cette définition, issue de la réalité de l'époque de la décolonisation (qui prend, en gros, fin avec le retrait portugais d'Afrique en 1975) ne correspond plus nécessairement à la diversité actuelle des MLN. Ce qui amène l'auteur, en conclusion, à appeler MLN «tout mouvement organisé, prétendant représenter une communauté territoriale au nom de laquelle il agit par des moyens généralement extra-légaux, pour changer l'ordre étatique dont il conteste la légitimité». Cette perspective lui permet ainsi d'exclure de son étude des groupes terroristes